

CRAS
BP 51026
31010 Toulouse cedex 06

cras.toulouse@wanadoo.fr

Articles critiques sur bouquin GARI

- *Anarchie livres* (site bibliographique de l'anarchisme), octobre 2013
- *Siné mensuel*, n°25, novembre 2013, Paris
- *Ekaitza*, n°1306, novembre 2013, Bayonne
- *Réfractions*, automne 2013, Montpellier
- *Echanges*, automne 2013, Paris
- *A Contretemps*, n°29, décembre 2013, Paris
- *Combat Syndicaliste*, janvier 2014, Paris
- *Dissidences*, mai 2014
- *Le Bateau Ivre*, été 2014

Note critique sur bouquin MIL dans le recensement du livre GARI

- *A Contretemps*, n°29, décembre 2013, Paris

Extrait d'Anarchie livres (site bibliographique de l'anarchisme) : <http://anarlivres.free.fr/>

L'ouvrage Les GARI. Groupes d'action révolutionnaires internationalistes (Editions CRAS, BP 51026, 31010 Toulouse Cedex 6, courriel : cras.toulouse@wanadoo.fr, 296 p., 18 euros), de Tiburcio Ariza et François Coudray (faux noms d'auteur, signature collective), apporte sa pierre à la connaissance de cette période des années 1970 où des membres du milieu libertaire français et espagnol se sont opposés les armes à la main au franquisme et à ses assassinats (alors que la plupart des États européens étaient complices). Le Centre de recherche sur l'alternative sociale (CRAS) de Toulouse avait déjà édité en 2007 *Mouvement ibérique de libération : mémoires de rebelles* et l'on peut aussi signaler *Histoire désordonnée du MIL* ([L'Echappée](#), 2005, [recension](#)), *Le MIL*, une histoire politique ([Acratie](#), 2007) et *La Courte Saison des GARI : Toulouse 1974* (Jann-Marc Rouillan, [Agone](#), 2011, [recension](#)). Ce recueil précieux de documents éparpillés (tracts, entretiens, affiches, communiqués, pièces de dossiers judiciaires, BD de prisonniers, et une chronologie qui sert de fil conducteur), plus que l'histoire d'un regroupement, donne des clefs pour mieux comprendre l'engagement de ces jeunes libertaires, peu ou pas soutenus par les organisations anarchistes. Une réflexion sous-jacente sur le jeu médiatique, des informations sur l'enlèvement du banquier Suarez, des éclaircissements sur le rôle d'un indicateur de la police espagnole, des critiques et des mises au point sur la lutte armée, en parsèment les pages.
(octobre 2013)

livre

Les cavaliers de l'irréversible

Il va falloir réincarcérer d'urgence les insurgés de Tarnac et leurs complices : leur dernier pamphlet est réellement dangereux pour les pouvoirs constitués.



Les rares livres inadmissibles pour les fossiles au pouvoir sont ceux qui démontrent avec une foudroyante rigueur que la seule solution raisonnable à tout, ce serait une vraie de vraie révolution qui commencerait illico.

Le surenflammant appel signé Éric Hazan et Kamo, *Premières Mesures révolutionnaires* (La Fabrique), dans l'esprit cravacheur Tiqqun, envoie tout de suite chez Plumeau les cris de colère convenus : « Protester, manifester, pétitionner, c'est admettre implicitement que les aménagements sont possibles face à la crise. » Pour les fricasseurs du brûlot, ça ne fait ni une ni deux, si on souhaite l'abolition du capitalisme, autrement dit l'abolition de l'économie, qui est essentiellement « une science de l'asservissement », il y a lieu d'expérimenter sur-le-champ des nouveaux modes de rapports, anti-hiérarchiques, anti-marchands, anti-frustratoires, reflétant « une nouvelle idée de la vie » désangoissée, « une nouvelle disposition à la joie » galvanisante.

Et c'est là que le livre devient irrécupérable pour les cancrelats néolibéraux. Car il fournit des branlées d'exemples d'expériences libératrices pas mal réussies susceptibles d'en entraîner d'autres, « la hardiesse des uns décuplant celle des voisins ».

Vous qui espérez que « quelque chose se lève pour nous porter ailleurs », plongez dans l'inconnu. Faites revivre de manière inédite des villages à l'abandon comme à Millevaches. Créez des îlots

de « liberté réelle » à même de s'interconnecter comme à Marinaleda. « Hackerisez » à la Robin Hood des réseaux informatiques sécurisés (« s'agissant de comptes bancaires, l'instauration d'une égalité parfaite est réalisable par quelques clics sur les serveurs centraux de quelques banques d'un pays »). Inventez des armes surprises ou des méthodes de combat désopilantes. Tablez sur de « nouvelles constellations subversives par le jeu des amitiés, des espoirs partagés, des luttes mises en commun ».

Ça, c'est pour l'immédiat mais le petit livre mauve mer forte de nos desperados est par ailleurs « une proposition de plan pour rendre l'insurrection qui vient irréversible » en abordant de plein fouet l'essentiel. Soit « comment faire en sorte qu'au lendemain de l'insurrection, la liberté retrouvée s'étende au lieu de régresser. » Quelques belles amorces de réponses spitent dans le libelle d'Hazan et Kamo. Épluchons-les, ajoutons-y les nôtres, complotons tous ensemble pour que « le vieux monde ne puisse plus faire retour, passé le moment où le pouvoir se sera évaporé, où ses débris tournoieront dans le vide ».

Vient de paraître aussi, aux éditions Cras, un formidable ensemble sur *Les Gari, groupes d'actions révolutionnaires internationalistes*, d'intrepides anars qui, en 1981, pour faire libérer des activistes anti-franquistes risquant le garot, enlevèrent crânement le dirlo de la banque de Bilbao à Paris.

NOËL GODIN

C'est sur cette période enthousiasmante, car porteuse d'espoir de renouveau, que se clôt le récit autobiographique de Jordi Gonzalbo – le dernier chapitre de ses *Itinéraires* est consacré à une touchante évocation de ses parents et de son roman familial. Intelligemment et sobriement annoté par ses amis « giménologiques » – dont la réputation n'est plus à faire depuis le succès mérité des *Fils de la nuit* –, ce témoignage restera sans doute un modèle de réussite dans ce genre de littérature. Non seulement pour ce que son auteur nous raconte d'un temps faisant désormais histoire, mais surtout par la manière, joyeusement mélancolique, dont il le raconte. Bien sûr, quand on connaît la fin du film – l'auto-amnistie d'un système policier recyclé, après la mort naturelle du *caudillo* en 1975, dans l'économie démocratique de marché –, on peut douter du bien-fondé des efforts incessants qui furent consacrés à l'abattre. Mais ce serait ignorer que la victoire comme la défaite n'ont jamais valeur de vérité. C'est dans les combats qu'on la trouve et, pour le cas, dans celui que menèrent les « jeunes libertaires » espagnols de la deuxième génération dont la principale motivation fut souvent ne de pas démeriter de l'histoire de leurs pères.

F. G.



Une vision trop bienveillante de la saga des GARI

■ Tiburcio ARIZA et François COUDRAY
*LES GARI (Groupes d'action
révolutionnaires internationalistes)
1974 : la solidarité en actes, enlèvement du banquier Suárez...*
Toulouse, Éditions CRAS, 2013, 296 p., ill.

APRÈS un livre sur le MIL [1] en 2007, les toulousaines Éditions CRAS – pour Centre de recherches sur l'alternative sociale – ont décidé de remettre le couvert en s'intéressant aux GARI qui, plus que leur prolongement, en furent une variante internationaliste et solidaire. D'un livre à l'autre, la méthode reste la même : déroulé d'une trame chronologique, témoignages de quelques-uns des protagonistes de l'aventure, expression – minimale – des divergences qu'elle put susciter au sein de la nébuleuse qui s'y engagea et bombardement iconographique de documents d'époque puisés au fonds du CRAS dont la mission est précisément de les conserver. Le tout offre, tant sur le MIL que sur les GARI, une vision plus bienveillante qu'éclairante de la dernière saison de l'activisme anti-franquiste de sensibilité libertaire et anti-capitaliste.

À dire vrai, cette impression, plus forte encore à la lecture du livre sur les GARI, n'enlève rien au travail réalisé par ses auteurs et au fait qu'il contribuera sans doute, à sa manière, à faire histoire. Car les choix, comme les interprétations ou les silences, sont libres. Ce qui est plus gênant, c'est que leur approche participe d'une forme d'auto-célébration. Ici, celle du roman des origines d'une autonomie libertaire post-soixante-huitarde dont on perçoit qu'elle peut encore, au creux de notre basse époque, exercer quelques charmes sur une fraction de la jeunesse aussi impatiente que mal infor-

mée pour croire, la pauvre, que l'ardeur insurrectionnelle suffirait à briser le cercle très clos des modernes servitudes – volontaire et involontaire.

L'histoire des GARI – bien moins riche que celle du MIL, qui se développa sur divers fronts (théorique, ouvrier, militaire), souvent antagoniques d'ailleurs – reposait déjà sur l'illusion, vaguement libertaire et vulgairement avant-gardiste, qu'il n'était d'autre stratégie opérante pour faire reculer l'État (franquiste en l'occurrence) dans ses obsessions répressives que celle du coup d'éclat permanent. D'où la succession d'actions à caractère étonnant ou détonant revendiquées, au cours de l'année 1974, par les GARI – ou ses variantes – et s'inscrivant toutes, comme contre-spectacle, dans le Spectacle de l'époque. La plus mémorable d'entre elles, qui occupe une grande partie de cette compilation, demeure celle qui conduisit à l'enlèvement, le 3 mai, à Paris, en pleine campagne présidentielle française, d'Ángel Baltasar Suárez, directeur d'une succursale parisienne du Banco de Bilbao et à sa libération le 22 mai au prétexte, déclarèrent sans rire, dans un communiqué du 29 mai, les promoteurs de l'opération, que le gouvernement de Franco avait « commencé de céder sur plusieurs points ». Quels points ? Les précisions manquent [2]. Ce que l'on sait, en revanche, c'est que, dès la remise en liberté du banquier, furent arrêtés par les hommes de Bernard Ottavio, grand organisateur policier du coup de filet, onze libertaires soupçonnés d'avoir participé à son enlèvement.

Cette affaire, qui constitue le principal fait d'armes revendiqué par les GARI, alimente toujours la chronique subversive des *septennies* et la mythologie activiste, à dominante anarcho, qui continue de la nourrir. Pour ses apologistes d'ancienne ou de nouvelle extraction, les nombreuses questions que soulevèrent, au sein même des GARI et au-delà, la conception, la préparation et le déroulement de l'opération Suárez ne méritent pas qu'on s'y arrête plus que nécessaire. C'est encore le cas pour les auteurs de ce livre, qui ne les traitent qu'à la marge et de manière évasive à travers un seul entretien – pour le moins amphigourique – avec Octavio Alberola, figure emblématique mais contestée de la lutte clandestine anti-franquiste des années 1960. On se contentera donc de poser deux questions restées jusqu'alors sans réponse. Pourquoi ne pas avoir écarté de l'opération ledit Alberola alors qu'il avait été arrêté en avril 1974, dans le cadre de sa mise en place, par la police française et que tout un chacun savait qu'il était surveillé de près ? Pourquoi avoir ajouté, *in extremis*, à la liste des revendications – politiques – posées pour la libération de Suárez une demande de rançon ? La première question tombe sous le sens. La seconde n'est pas sans intérêt quand on sait que, outre son caractère éthiquement condamnable, la plupart des arrestations furent précisément liées à la récupération d'une rançon dont le seul bénéficiaire fut, semble-t-il, l'indicateur Inocencio Martínez, qui sévissait dans les milieux activistes espagnols depuis une bonne dizaine d'années.

Hors sa riche partie documentaire et iconographique, ce livre, on l'aura compris, n'a pas notre faveur. Car il lui manque l'essentiel : la volonté de sortir de l'auto-éloge pour penser de manière justement critique cette saga dont l'effet médiatique se prolongea jusqu'à la fin de la décennie.

Fabien Letertorri

¹ Jean-Claude Duhourcq et Antoine Madrigal, *Mouvement ibérique de libération : mémoires de rebelles*, ouvrage recensé brièvement mais de manière indulgente dans le n° 29 – janvier 2008 – de ce bulletin.

² Dans un communiqué précédent, les GARI liaient la remise en liberté du banquier à la satisfaction, par le gouvernement franquiste, de deux revendications essentielles : la libération de cinq militants du MIL emprisonnés à Barcelone et l'application de la liberté conditionnelle à tous les prisonniers ayant purgé les trois quarts de leur peine.

DUHOURCQ, Jean-Claude, MADRIGAL, Antoine
MOUVEMENT IBÉRIQUE DE LIBÉRATION
Mémoires de rebelles
Toulouse, Éditions CRAS, 2007, 384 p., ill.

Entrecoupée de notations chronologiques, de témoignages puisés dans divers ouvrages et de textes d'époque, cette suite d'entretiens avec des protagonistes du Mouvement ibérique de libération (MIL) constitue, à n'en pas douter, une précieuse contribution à son histoire. Elle en explore les arcanes et en restitue la dimension franchement anticapitaliste, en phase avec les luttes ouvrières les plus radicales du moment. Le lecteur retiendra de ces discours croisés la double dimension – politique et affinitaire – de cette aventure catalane qui, au début des années 1970, mobilisa quelques jeunes rebelles et déboucha, pour certains d'entre eux – dont Salvador Puig Antich, le dernier garrotté du franquisme – sur la lutte armée. Pour le reste, le principal intérêt de ce livre, du moins à nos yeux, tient au fait qu'il n'ignore pas les contradictions qui parcoururent la courte existence d'un groupe s'inscrivant, dès l'origine – et avec une certaine cohérence pratique – dans le paysage théorique de l'ultra-gauche version conseilliste et dérivant, avec le temps, vers une curieuse forme de néo-anarchisme pro-situ autofasciné. L'histoire, celle qu'écrivent les échetiers et que prolongent les spécialistes, n'a retenu que le « gangstérisme » spectaculaire de la dernière période du MIL, oblitérant la phase qui l'avait précédée et qui, somme toute, est sûrement la plus intéressante. On peut du moins le penser à la lecture de ce livre qui a le mérite de reconstituer la totalité de cette histoire.

A Contretemps n°29 – janvier 2008

ERAJITZA

N° 1306
ISSN 0298 - 6698
- 2,80 € -



L'Espagne se plie et ouvre les portes

**Beñat Espil
Ça barde**

**Mari Otxandi
Il y a 40 ans : les GARI**

Il y a quarante ans : les Groupes

Mari Otxandi

Il y a tout juste 40 ans, en septembre 1973, de nombreuses arrestations ont lieu en Catalogne qui visent des membres de l'ex-MIL (autodissout le mois précédent¹). Les premiers sont interpellés lors de l'expropriation d'une banque à Bellver de Cerdanya le 15 septembre, les autres à Barcelone entre le 18 et le 25 septembre. Les derniers militants arrêtés le sont lors d'un véritable guet-apens mis en place par la Brigade politique et sociale qui a mis la main sur un agenda annonçant un rendez-vous ce jour-là. Mais l'intervention ne se passe pas comme prévu et Salvador Puig Antich, blessé, riposte avec son arme. S'il ne tire que deux fois, ce sont cinq balles qui seront extraites du corps de policier tué et Puig Antich sera rendu seul responsable. Les prisonniers sont nombreux, les charges lourdes, les procès ne vont pas tarder à démarrer : la solidarité doit s'organiser ! Cette solidarité s'exprimera notamment à travers le sigle GARI, sur lequel revient un livre paru cette année².

Dès le mois d'octobre 1973, une première brochure est publiée intitulée *Gangsters ou révolutionnaires ?* qui revient sur l'expérience du MIL, assez méconnue dans l'Hexagone. À Barcelone, le même mois, le comité de solidarité diffuse d'autres textes regroupés sous le titre « Dossier MIL », dans lequel est annoncée la condamnation à mort de Puig Antich, exécution réclamée par les policiers de la Brigade politique et sociale qui sont venus manifester jusque dans l'hôpital où il était soigné. Cette annonce est confirmée par les conclusions provisoires du procureur chargé du dossier le mois suivant. Et la condamnation effective ne tarde pas à tomber : le 9 janvier 1974, le Conseil de guerre condamne Salvador Puig Antich à mort, José Luis Pons Llobet à trente ans de prison et María Mareos Fernández à cinq ans de réclusion.



La solidarité s'organise

La semaine suivante, quatre membres de l'ex-MIL sont arrêtés dans la région parisienne alors qu'ils changent des plaques de voitures et sont en possession d'armes et de faux papiers. Ils préparaient l'enlèvement d'une personnalité espagnole (le représentant de l'Espagne auprès de l'Unesco) qui aurait servi de monnaie d'échange pour négocier la libération des militants emprisonnés dans l'État espagnol et éviter l'exécution de Puig Antich. Visiblement, ils envisageaient également de s'en prendre

à un avion de la compagnie Iberia dans un aéroport italien ou suisse.

Ces arrestations mettent à mal le projet d'enlèvement qui devait être mené par ce groupe, mais leurs camarades toujours en liberté vont se réorganiser et contacter d'autres groupes et connaissances afin qu'un autre enlèvement soit préparé et mené à bien. C'est un groupe toulousain qui s'en chargera. Fruit des réunions qui ont lieu pour mettre en place ce projet, une coordination prend forme, réunissant groupes affinitaires et individus de diverses sensibilités qui se retrouvent autour de l'urgence d'empêcher l'exécution de Puig Antich, mais aussi de dénoncer la collaboration de l'État français avec le régime franquiste et finalement la nature du système : « *La répression fasciste qui se manifeste durement et clairement en Espagne ne diffère que dans la forme de l'intoxication aliénatrice que nous font subir les démocraties occidentales. Si les moyens diffèrent, les buts sont partout les mêmes : l'exploitation et l'anéantissement de l'individu.* »³ Tous considèrent que les types de protestation « classiques » sont bien trop insuffisants et ne permettront pas d'empêcher l'exécution de Puig Antich.

Fin février 1974, la voiture du chancelier d'Espagne à Toulouse est mitraillée. « *Vingt-cinq balles dans la carrosserie de la voiture du chancelier du consulat d'Espagne transformée en passoire* », titre la *Dépêche du Midi* le 27 février. L'action est revendiquée par une

lettre signée « Des copains de Puig » : « *Charogne. Aujourd'hui nous mitraillons ta voiture pour te montrer à toi et à ton gouvernement que nous avons des armes et sommes prêts à nous en servir. En Europe il y a des centaines de représentants de ton État ; si Puig est assassiné, nous nous servirons de nos armes et cette fois nous ne tirerons pas sur de la tôle ! Nous te demandons de faire part de nos intentions à ton gouvernement. Nous sommes prêts à aller jusqu'au bout, quand et où il le faudra.* »⁴

Puig Antich est garrotté

Le 2 mars, la condamnation à mort de Salvador Puig Antich est exécutée : il est garrotté dans l'enceinte de la prison de la Modelo à Barcelone. (Au même moment, Heinz Chez est lui aussi garrotté à la prison de Tarragone pour avoir tué un garde civil et en avoir blessé un autre. Ce sont les deux dernières personnes dans l'État espagnol à subir ce supplice hérité de l'Antiquité.) Il est à noter que le pouvoir franquiste avait l'habitude de réserver cette méthode d'exécution aux condamnés de droit commun, les condamnés politiques étant, eux, fusillés. En garrottant Puig Antich, c'est ainsi toute la dimension politique de son engagement qui est niée.

Cette exécution a eu lieu cinq mois après l'arrestation de membres du MIL à Barcelone, laissant très peu de temps pour qu'une véritable riposte n'ait le temps de se mettre en place. D'autant que le projet d'enlèvement a été interrompu par les arrestations menées en région parisienne. Néanmoins, la coordination qui a vu le jour entend bien poursuivre son action : si un militant a été assassiné, d'autres sont toujours en prison et risquent de lourdes peines, dont certains à nouveau la peine de mort. Il faut donc redoubler d'efforts pour parvenir à mettre en place un rapport de forces assez conséquent pour faire reculer le pouvoir.

En Euskal Herria aussi

Ainsi, dans la nuit du 21 au 22 mars 1974, une série de sabotages à l'explosif se déroule tout le long des Pyrénées. En Catalogne Nord, à Villeneuve-de-la-Raho, une explosion éventre le tablier d'un pont qui enjambe la voie ferrée Perpignan-Barcelone et la torsion des rails. À Sallagouse, un pont est pris pour cible sur la route menant à la frontière. Plus à l'ouest, à Ax-les-Thermes, un pont sur la route d'Andorre et de l'État espagnol est partiellement détruit. Enfin, à Bidarte, le pont Parlementia, là où la RN10 enjambe la voie ferrée Paris-Irun, une explosion entraîne le déraillement partiel d'un train de marchandises.

Ces actions coordonnées sont revendiquées par des tracts laissés sur place signés « GAI » (Groupes autonomes d'intervention). Leurs visées sont clairement énoncées : « *Nous ne sommes pas la branche militaire d'un parti ni des terroristes ou des militants professionnels, mais des individus qui savent que la révolution est avant tout sociale et qui refusent le système là où ils travaillent et là où ils vivent. En gênant les communications entre la France et l'Espagne, nous intervenons sur les échanges économiques entre les classes capitalistes des deux pays d'une façon partielle et momentanée, persuadés que les prolétaires peuvent arrêter la production d'une façon durable et efficace sur les lieux de travail, pour leur émancipation. [...] Protester contre les gouvernements libéraux, démocrates ou "socialistes" qui brandissent le symbole de l'Espagne dictatoriale pour prouver qu'ils sont libres et humains, contre les démocrates et*

révolutionnaires armés anti-impérialistes

gauchistes qui burlent au crime quand Puig Antich est assassiné et crieraient victoire si on lui avait permis de crever à petit feu entre quatre murs et se taisent alors que Pons et Solé risquent la peine de mort et passent sous silence que onze membres du MIL dont deux en France risquent de lourdes peines... Seule une action révolutionnaire doit être actuellement menée. »⁵

Apparition du sigle GARI

Alors que la collaboration de l'État français avec le pouvoir espagnol ne cesse de s'accroître et sous fond de campagne présidentielle, le 3 mai 1974, le directeur de la Banque de Bilbao à Paris est enlevé. Le 6 mai, l'ambassade d'Espagne à Paris dit avoir reçu un communiqué des GARI (Groupes d'action révolutionnaire internationalistes) demandant une rançon de 10 millions de francs et précisant que leur but est de « faire pression sur les autorités judiciaires espagnoles pour les forcer à adopter un certain nombre de mesures déterminées » 6. Le 7 mai, l'action est revendiquée dans un communiqué reçu à la rédaction de l'Agence France-Presse (AFP) de Madrid. Les revendications sont les suivantes : publication dans la presse espagnole des communiqués du mouvement révolutionnaire ; mise en liberté de Santi Soler Amigo, militant du MIL gravement malade ; publication de l'acte d'accusation des militants du FRAP arrêtés le 1er mai et passibles de la peine de mort ; mise en liberté conditionnelle de tous les prisonniers pouvant en bénéficier légalement. Le gouvernement espagnol fait savoir qu'il ne négociera rien avec les ravisseurs.

Le 20 mai, sans en référer ni à Paris ni à Madrid, la Banque de Bilbao décide de verser la somme de 3 millions de francs aux GARI, mais la police espagnole, alertée des tractations qui durent depuis plusieurs jours, prévient ses homologues français pour qu'ils interviennent. S'ensuit une filature qui fera voir du pays aux policiers de la Criminelle... Le lendemain, l'AFP de Madrid reçoit un nouveau communiqué : « Les proches de M. Suarez ont accepté de répondre favorablement à nos exigences. Le gouvernement espagnol vient, de son côté, de nous accorder certaines promesses concernant nos revendications. Aussi, et sauf événement de dernière minute, nous allons prendre des dispositions pour libérer ce représentant du capitalisme mondial qu'est M. Suarez. À partir de là, nous donnons deux mois au gouvernement espagnol pour éviter toute action de notre part. »⁷

Ainsi, le 22 mai, le banquier est relâché en région parisienne. Le même jour, neuf arrestations ont lieu à Paris, près d'Avignon, à Toulouse et dans l'Aude. Dans la nuit, les locaux de la compagnie Iberia sont visés par l'explosion d'une voiture piégée à Bruxelles ; deux autres véhicules sont désamorçés à Anvers et Liège. Les trois actions sont revendiquées par les GARI. Deux autres personnes seront également interpellées le 29 mai. Des arrestations ont aussi lieu à Barcelone.

Les actions se multiplient

Les actions se poursuivent tout au long de l'été 1974. En juillet : attentats en Andorre contre les PTT espagnoles et contre la Viguerie épiscopale espagnole, explosion dans les toilettes du train Paris-Madrid à Paris, sabotages de pylônes électriques des lignes à haute tension qui desservent l'État espagnol en Catalogne et à Biriatu, explo-

sions détruisant les véhicules des trois équipes espagnoles sur le Tour de France ainsi qu'une fourgonnette de l'AFP, explosions à Lourdes détruisant des cars de touristes. Toutes ces actions sont revendiquées par les GARI. De même, le 17 juillet, Juan Antonio Astarloa, le fils du directeur de la grande laiterie Lauki, est enlevé à Madrid avant d'être relâché le lendemain. Action elle aussi revendiquée par les GARI.

Les 23 et 24 juillet, Oriol Solé est condamné à 48 ans de prison et Pons Llobet à 21. Les actions reprennent de plus belle. Le 25 juillet, la Banque populaire d'Espagne est visée par un attentat à Nîmes. Entre les 27 et 28 juillet, attentat contre le consulat d'Espagne à Toulouse et bombe placée dans la consigne de la gare de Hendaia. Le lendemain, deux autocars assurant la liaison France-Espagne-Portugal sont endommagés. Des voitures piégées sont placées aux postes frontières du Perthus et de Bourg-Madame en Catalogne. Le 30, une fausse alerte à la bombe dans des trains partant de Hendaia sont immobilisés à Bordeaux. Fausse alerte également dans le Madrid-Paris. Le trafic entre les deux États est des plus chaotiques, alors que c'est la pleine saison touristique... Dans la nuit du 30 au 31 juillet, deux bateaux de plaisance sont plastiqués dans le port de La Grande-Motte.

Le 5 août, des voitures piégées visent Iberia, la Banque populaire d'Espagne et une agence de voyages spécialisée dans les séjours en Espagne à Bruxelles. Le 14 août, une alerte à la bombe est lancée dans la grotte de Lourdes. Fausse alerte, mais qui sème le trouble jusqu'à la fin de la « saison des pèlerinages ».

Autodissolution et répression

Si la fin des GARI n'a pas été rendue officielle, elle s'est en fait produite courant août 1974, tous les groupes contactés ayant fait part de leur souhait de ne pas poursuivre sauf l'un d'entre eux. Les GARI ayant été créés en solidarité à des camarades incarcérés et leurs buts étant précis et ponctuels, la coordination n'avait plus de raison d'être en tant que telle. Comme l'explique un groupe membre de la coordination en 1975 : « Nous ne voulons pas ici perpétuer un sigle, un moment de lutte. Ce serait faire le contraire de ce

que nous pensons. Parce qu'une lutte n'a ni début ni fin, parce qu'une révolution n'a ni début ni fin à perdre : un sigle, une représentation, pour être vraiment un moyen de lutte ; elle devient fin en soi, se veut un interlocuteur valable, et cela contre ceux qui refusent ses tactiques politiciennes, frontistes. »⁸

En septembre 1974, quatre nouvelles arrestations ont lieu : deux personnes sont interpellées près de Toulouse. Dans les documents retrouvés chez l'un d'entre eux lors la perquisition, des indices conduisent à l'arrestation de deux autres personnes à Hendaia et Donibane Lohizune. Tous déferés devant la Cour de sûreté de l'État, juridiction spéciale dépendant directement du pouvoir, mais permettant de bénéficier du statut de prisonnier politique. Depuis le début de l'année 1974, de nombreuses personnes ont été arrêtées, certaines sont en prison dans l'attente de leur procès, d'autres ont été libérées, d'autres arrestations auront lieu plus tard... L'instruction est longue et les prisonniers mènent aussi des luttes en prison pour voir leurs droits reconnus.

Entre 1975 et 1977, de nombreuses actions de solidarité encore lieu pour soutenir les trois militants des GARI encore incarcérés : Mario Inés Torres, Michel Camilleri et Jean-Marc Rouillan. Ces actions seront revendiquées par des groupes éphémères aux noms envoyant des





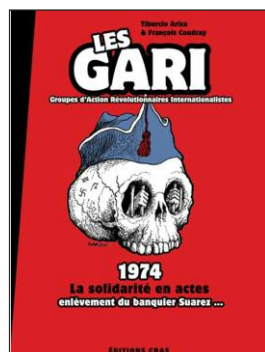
clins d'œil aux GARI : GAROT (Groupe d'action révolutionnaire occasionnellement terroriste), GALUT (Groupe autonome libertaire des usagers des tribunaux) ou encore GALOP (Groupe autonome libertaire occasionnellement parieur).

Ce n'est finalement qu'en 1981 que deux procès auront lieu dans le dossier des GARI : en janvier et en mars. La plupart des accusés seront innocentés. Personne ne sera condamné pour l'enlèvement du banquier car aucune preuve n'a convaincu le jury. Ceux qui ne s'étaient pas présentés au procès seront finalement amnistiés par Mitterrand qui arrive au pouvoir au mois de mai de cette année.

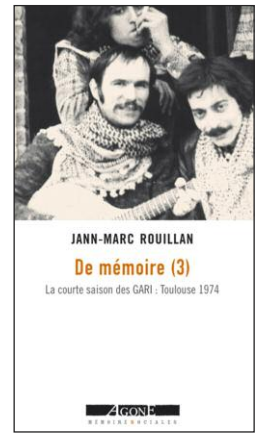
Les faits, le mouvement, le vécu

Toute cette histoire est retracée dans *les GARI - 1974, la solidarité en actes* avec nombre de documents à l'appui, publiés à l'époque ou plus tard, comme par exemple les témoignages de quelques participants recueillis dernièrement. Cette publication se base essentiellement sur les archives du CRAS (Centre de recherches sur l'alternative sociale) et n'a pas la prétention de relater l'histoire des GARI car cela nécessiterait un travail d'une autre ampleur et le recueil des témoignages des acteurs directs, ce qui est loin d'être facile étant donné leur nombre et l'impossibilité de les identifier tous. Sans parler des dissensions qui réapparaîtraient nécessairement entre les militants de l'époque, cette page de l'histoire ayant été comme vite tournée pour mieux l'oublier, l'analyser, la triturer, la transformer... « *Les faits sont les faits. Leur vérité n'est pas dans leur historique ni dans les justifications après coup, analyses et commentaires, pas davantage dans lesdits éléments collés bout à bout. La vérité des faits est dans les faits eux-mêmes. L'Histoire s'invente après les faits* », écrivait en août 2012 l'un des protagonistes⁹. Il remarquait aussi que « *l'amnésie curieusement épargne la mémoire sémantique (structures, mots, concepts, généralités), pas la mémoire épisodique (faits personnellement vécus)* ». ¹⁰ Restent donc des textes, des faits répertoriés, des affiches, des minutes de procès, des archives. Ici présents.

Et restent aussi des vécus, individuels et collectifs, qui sont si peu sortis de l'ombre qu'ils sont comme entrés dans l'oubli à peine leur dernier souffle expiré. Des histoires qui ne peuvent se raconter vraiment, sinon partiellement et subjectivement. Ainsi, des personnes ayant participé à la même aventure en auront peut-être



des souvenirs très distincts. Non pas que leur mémoire leur fasse défaut ou qu'ils ne soient pas sincères : le vécu est l'empreinte qui reste en nous et qui renvoie à ce que nous sommes en tant que personne, individu ayant son histoire et son parcours propres. Comment transposer un moment, une émotion, une intuition, par les mots ? Les faits, eux, sont implacables. Objectifs ? C'est encore à voir. Implacables et incapables de restituer les émotions qui pourtant elles aussi font partie de l'histoire qu'ils tentent de nous raconter. Ils ne sont que les traductions glaciales d'un engagement humain. D'un engagement qui fait le pari de la vie face à un système mortifère ; d'un engagement qui place l'humain au cœur du projet de société qu'il appelle de ses vœux. Un ouvrage offre aux lecteurs une partie du vécu d'un acteur direct des GARI : *De mémoire (3)*¹¹, de Jann-Marc Rouillan.



Notes

1. Voir *le MIL : une histoire politique* (de Sergi Rosés Cordovilla, éd. Acratie, 2007) et *Mouvement ibérique de libération, mémoires de rebelles* (de Jean-Claude Duhourcq et Antoine Madrigal, Éd. CRAS, 2007).
2. *Les GARI - 1974, la solidarité en actes* (Éd. CRAS, 2013).
3. *Les GARI*, p. 48.
4. *Les GARI*, p. 26.
5. *Les GARI*, p. 27-28.
6. *Les GARI*, p. 31.
7. *Les GARI*, p. 37.
8. *Les GARI*, p. 55.
9. *Les GARI*, p. 264.
10. *Les GARI*, p. 266.
11. *De mémoire (3) - La courte saison des GARI : Toulouse 1974* (Jann-Marc Rouillan, Éd. Agone, 2011).

Site Association U Levante : <http://levante.fr/>

Lucio Urtubia Arnaga Jean Rostand gogoan

Lucio Urtubia à Arnaga
en souvenir de Jean Rostand

Anarchiste, voleur, faussaire, mais surtout... maçon ! Anarkista, atrakatzaille, faltutzaille, baina batez ere...
Projection du documentaire igeltsero !

Lucio **Lucio**

de Aitor Arregui et José Mari Goenaga Aitor Arregui eta José Mari Goenaga-ren dokumentala
Suivi d'une rencontre-débat ondotik
avec **LUCIO URTUBIA** mahai inguruan **LUCIO URTUBIA**-rekin
autour de l'engagement humaniste de Jean Rostand Jean Rostand-en engaiamendu humaniste
et du combat libertaire et antifranquiste de Lucio eta Lucio-ren borroka libertario eta antifrankistari buruz

Azaroaren 16 Novembre
Ordua 18:00 heures
Cambo, villa Arnaga Jaun etxea, Kanbon

organisateur : antolatzaileak
iEP ! • Villa Arnaga - musée Edmond-Rostand • Mairie de Cambo

Les conflits c'est la vie !





Les livres, les revues, etc.

Tiburcio Ariza, François Coudray,
Les GARI: Groupes d'action révolutionnaires internationalistes. 1974, la solidarité en actes: enlèvement du banquier Suarez... Toulouse, CRAS, 2013. 296 p., ill. 18 euros.

La main du vieux dictateur militaire serre le lacet étrangleur sur le cou de Francisco Granados Gata et de Joaquin Delgado Martinez, de la Fédération ibérique des jeunesses libertaires, la FIJL. Espagne, été 1963.

Franco garrottera aussi Salvador Puig Antich, jeune militant de l'ex-Mouvement ibérique de libération, le MIL, au printemps 1974. Puig Antich avait été blessé et arrêté à Barcelone, en présence de ses deux compagnons toulousains de lutte, Jean-Marc Rouillan et Jean-Claude Torrès. Cela fera date!

Les protestations massives, les actions symboliques contre les intérêts économiques espagnols en France n'ont pas empêché cette exécution. Pas assez efficaces!

La réponse s'élabore depuis Toulouse, où se constitue une Coordination de groupes autonomes de la mouvance anarchiste et d'individus affinitaires, d'Espagne, de France et de Belgique: les GARI.

Fins et moyens? Obtenir la libération d'autres camarades emprisonnés en Espagne et aussi une rançon, en échange (sic) du banquier de la Banque de Bilbao à Paris, Angel Baltasar Suarez, enlevé et séquestré dix-neuf jours en mai 1974, en pleine période électorale présidentielle française.

Le premier tiers du livre présente une chronologie d'événements qui ont conduit à la création de cette coordination provisoire et à la radicalisation de leurs actions spectaculaires. En annexe, des documents prouvant la collaboration des institutions régaliennes françaises avec celles de la dictature espagnole; celui des GARI qui s'expriment sur l'affaire Suarez et la réponse fort critique qui leur est adressée. Suivent une compilation d'articles de presse, une BD, une brochure écrits entre 1974 et 1977 par des groupes, des individus et des prisonniers – tous impliqués dans cet activisme – ainsi que des textes sur la solidarité avec les inculpés. La dernière partie contient des témoignages récents: celui d'Octavio Alberola Surinach, du Groupe du Premier Mai – personne clé de la coordination – à propos de la possible infiltration des GARI par Innocencio Martinez; et ceux de trois autres

protagonistes qui reviennent bien singulièrement sur cette époque.

L'affaire Suarez sera close par le procès des dix inculpés en France, aux Assises à Paris en janvier 1981, six ans après la mort du caudillo, et en pleine période pré-électorale présidentielle française (!). Tous seront acquittés.

Le Centre de recherches sur l'alternative sociale, CRAS, aborde les thématiques de l'activisme militant (2005) et des luttes antifranquistes (2007) avec la publication de ce livre sur les GARI. Cet important effort documentaire ravive les mémoires d'un passé dont les effets perdurent pourtant, jusque dans la réalisation de l'ouvrage. En effet, trente-neuf ans après les faits et malgré leur prescription, les auteurs du livre – ainsi que Truk' – restent masqués.

Cette clandestinité en 2013 conditionne inévitablement les choix des textes et des interlocuteurs présentés, ce qui en limite la portée. Des protagonistes de l'affaire Suarez n'ont pas été sollicités. Des trahisons internes aux GARI ne sont pas exposées. D'autre part, l'absence de références aux autres luttes en Europe et dans le monde cantonne cette histoire dans les frontières franco-espagnoles, lui ôtant la compréhension d'un contexte historique plus large fait de stratégies de la tension et d'activisme violent.

Pour autant, les polémiques soulevées par la solidarité en actes des GARI retentissent encore dans le présent. La parution de cet ouvrage en ramène les débats parfois très vifs. Ils peuvent contribuer à repenser nos manières d'agir dans les luttes de la décennie actuelle.

Danièle Haas

**Eddy Vaccaro, Maximilien Le Roy,
Anne-Claire Thibaut-Jouvray,
España la vida. Paris, Casterman,
2013, 119 p., 25 euros.**

Castermag' : La guerre civile espagnole vous taraude-t-elle depuis longtemps? Maximilien Le Roy: Oui, c'est un sujet sur lequel j'avais effectué un certain nombre de recherches. Cette période est incontournable dans l'histoire politique du XX^e siècle. Et c'est notamment le mouvement libertaire qui avait retenu mon attention: il menait une double lutte contre les forces franquistes et contre l'hégémonie soviétique. De cet intérêt est née l'envie d'écrire un scénario sur cet événement.

– Et vous, Eddy?

Eddy Vaccaro: Maximilien, que je connais depuis un petit moment maintenant, m'a proposé ce projet il y a deux ans et j'ai aimé la manière dont on rentre dans la grande Histoire par la petite porte, c'est-à-dire au plus près des personnages. L'humain est le centre d'intérêt principal de mon travail, avec toutes ses contradictions, ses idéaux et ses luttes intérieures. Pendant la guerre d'Espagne, de jeunes anarchistes de tous pays ont confronté leur passion et leur soif de liberté avec la réalité d'une guerre au quotidien, ses horreurs, ses bassesses... une sacrée aventure humaine!

Telle est la genèse de cette bande dessinée qui emprunte son titre à une chanson de Léo Ferré écrite en 1964, «Franco la Muerte».

Si *España la vida* n'est pas à proprement parler une BD militante, elle n'en demeure pas moins un excellent (et agréable) outil – au demeurant bien documenté – pour saisir ce que fut cette période cruciale de l'Espagne entre 1936 et 1939.

ÉCHANGES

N° 145 — Automne 2013 — 3 euros

bulletin du réseau

« Echanges et mouvement »

Au Royaume-Uni, le contrat « ZÉRO HEURE », degré zéro de l'exploitation du travail, p. 3 ♦ L'ATTAQUE MONDIALE du capitalisme contre les systèmes de retraite, p. 13

FRANCE. L'autogestion à la rescousse dans la crise du capital (Fralib, Seafrance, Goodyear), p. 19 ♦

Dans les publications : luttés, p. 22

♦ La situation des classes laborieuses au JAPON (XIII), p. 24

CORRESPONDANCE. La Révolution espagnole et Michael Seidman, p.35 ♦ A propos de l'enquête ouvrière, p.40 ♦ A propos des conseils ouvriers, p.40

TECHNOLOGIES. Dans la jungle digitale, p. 45

Dans les publications : histoire, théorie, p. 50

NOTES DE LECTURE. « En Amazonie. Infiltré dans le "meilleur des mondes" », de Jean-Baptiste Malet, p. 55 ♦ « Le Mystère français », d'Emmanuel Todd et Hervé Le Bras, p. 56

♦ « Murs. Une autre histoire des hommes », de Claude Quétel, p. 57 ♦ « Chavs », The Demonization of The British Working Class » de Lode Vanoost, p.58

Les GARI (Groupes d'action révolutionnaires internationalistes) " par Tiburcio Ariza et François Coudray (CRAS, Bp 51026, 31010 Toulouse Cedex 6).

"Les GARI sont l'un des fruits de l'après-mai 1968, issus d'un bouillonnement des liens tissés au gré des affinités entre divers individus et groupes".

Cette coordination surgit de la répression contre le MIL en septembre 1973. L'ouvrage, après avoir retracé brièvement l'histoire du MIL dans un autre ouvrage, *Mouvement Ibérique de Libération, mémoire d'un rebelle* (2007, voir Echanges n° 122 et 125), brosse l'histoire des GARI depuis leur origine, leurs actions, la répression et le sort des prisonniers.

C'est un travail exhaustif et fouillé sur un chapitre de la lutte conjointe des anarchistes français et espagnols dans cette période de transition, voulue « en douceur » par le capital, européen, entre la fin du franquisme (celle de Franco en fait) et l'institution d'une monarchie parlementaire. La continuité des régimes justifiait la continuité de la lutte entreprise

sous cette forme.

(Chronique extraite d'*Echanges*, n°145, automne 2013)
(Numéros en ligne sur le site mondialisme.org)

Il y a quarante ans : les GARI

Il y a à peine plus de quarante ans, en septembre 1973, de nombreuses arrestations ont lieu en Catalogne qui visent des membres de l'ex-MIL (Movimiento Ibérico de Liberación, autodissous le mois précédent¹). Les premiers sont interpellés lors de l'expropriation d'une banque à Bellver de Cerdanya le 15 septembre, les autres à Barcelone entre le 18 et le 25 septembre. Les derniers militants arrêtés le sont lors d'un véritable guet-apens mis en place par la Brigade politique et sociale qui a mis la main sur un agenda annonçant un rendez-vous ce jour-là. Mais l'intervention ne se passe pas comme prévu et Salvador Puig Antich, blessé, riposte avec son arme. S'il ne tire que deux fois, ce sont cinq balles qui seront extraites du corps de policier tué et Puig Antich sera rendu seul responsable. Les prisonniers sont nombreux, les charges lourdes, les procès ne vont pas tarder à démarrer : la solidarité doit s'organiser ! Cette solidarité s'exprimera notamment à travers le sigle GARI, sur lequel reviennent deux livres parus récemment².

Dès le mois d'octobre 1973, une première brochure est publiée intitulée *Gangsters ou révolutionnaires ?*, qui revient sur l'expérience du MIL, assez méconnue dans l'Hexagone. À Barcelone, le même mois, le comité de solidarité diffuse d'autres textes regroupés sous le titre *Dossier MIL*, dans lequel est annoncée la condamnation à mort de Puig Antich, exécution réclamée par les policiers de la Brigade politique et sociale qui sont venus manifester jusque dans l'hôpital où il était soigné. Cette annonce est

mené à bien. C'est un groupe toulousain qui s'en chargera. Fruit des réunions qui ont lieu pour mettre en place ce projet, une coordination prend forme, réunissant groupes affinitaires et individus de diverses sensibilités qui se retrouvent autour de l'urgence d'empêcher l'exécution de Puig Antich, mais aussi de dénoncer la collaboration de l'État français avec le régime franquiste et finalement la nature du système : « *La répression fasciste qui se manifeste durement et clairement en Espagne ne diffère que dans la forme de l'intoxication aliéniste que nous font subir les « démocraties » occidentales. Si les moyens divergent, les buts sont les mêmes : l'exploitation et l'anéantissement de l'individu.* »³ Tous considèrent que les types de protestation « classiques » sont bien trop insuffisants et ne permettront pas d'empêcher l'exécution de Puig Antich.

Fin février 1974, la voiture du chancelier d'Espagne à Toulouse est mitraillée. « *Vingt-cinq balles dans la carrosserie de la voiture du chancelier du consulat d'Espagne transformée en passoire* », titre La Dépêche du Midi le 27 février. L'action est revendiquée par une lettre signée *Des copains de Puig* : « *Charogne. Aujourd'hui nous mitraillons ta voiture pour te montrer à toi et à ton gouvernement que nous avons des armes et sommes prêts à nous en servir. En Europe il y a des centaines de représentants de ton État ; si Puig est assassiné, nous nous servirons de nos armes et cette fois nous ne tirerons pas sur de la tôle ! Nous te demandons de faire part de nos intentions à ton gouvernement. Nous sommes prêts à aller jusqu'au bout, quand et où il le faudra.* »⁴

Puig Antich est garrotté

espagnol est partiellement détruit. Enfin, à Bidart, au Pays Basque, le pont Parlementia, là où la RN10 enjambe la voie ferrée Paris-Irun, une explosion entraîne le déraillement partiel d'un train de marchandises.

Ces actions coordonnées sont revendiquées par des tracts laissés sur place signés « GAI » (Groupes autonomes d'intervention). Leurs visées sont clairement énoncées : « *Nous ne sommes pas la branche militaire d'un parti ni des terroristes ou des militants professionnels, mais des individus qui savent que la révolution est avant tout sociale et qui refusent le système là où ils travaillent et là où ils vivent. En gênant les communications entre la France et l'Espagne, nous intervenons sur les échanges économiques entre les classes capitalistes des deux pays d'une façon partielle et momentanée, persuadés que les prolétaires peuvent arrêter la production d'une façon durable et efficace sur les lieux de travail, pour leur émancipation. [...] Protester contre les gouvernements libéraux, démocrates ou « socialistes » qui brandissent le symbole de l'Espagne dictatoriale pour prouver qu'ils sont libres et humains, contre les démocrates et gauchistes qui hurlent au crime quand Puig Antich est assassiné et crieraient victoire si on lui avait permis de crever à petit feu entre quatre murs et se taisent alors que Pons et Solé risquent la peine de mort et passent sous silence que onze membres du MIL dont deux en France risquent de lourdes peines... Seule une action révolutionnaire doit être actuellement menée.* »⁵

Apparition du sigle GARI

Alors que la collaboration de l'État français avec le pouvoir espagnol ne cesse de s'accroître et sur fond de campa-

à Madrid, la Banque de Bilbao décide de verser la somme de trois millions de francs aux GARI, mais la police espagnole, alertée des tractations qui durent depuis plusieurs jours, prévient ses homologues français pour qu'ils interviennent. S'ensuit une filature qui fera voir du pays aux policiers de la Criminelle... Le lendemain, l'AFP de Madrid reçoit un nouveau communiqué : « *Les proches de M. Suarez ont accepté de répondre favorablement à nos exigences. Le gouvernement espagnol vient, de son côté, de nous accorder certaines promesses concernant nos revendications. Aussi, et sauf événement de dernière minute, nous allons prendre des dispositions pour libérer ce représentant du capitalisme mondial qu'est M. Suarez. À partir de là, nous donnons deux mois au gouvernement espagnol pour éviter toute action de notre part.* »⁶

Ainsi, le 22 mai, le banquier est relâché en région parisienne. Le même jour, neuf arrestations ont lieu à Paris, près d'Avignon, à Toulouse et dans l'Aude. Dans la nuit, les locaux de la compagnie Iberia sont visés par l'explosion d'une voiture piégée à Bruxelles ; deux autres véhicules piégés sont désamorçés à Anvers et Liège. Les trois actions sont revendiquées par les GARI. Deux autres personnes seront également interpellées le 29 mai. Des arrestations ont aussi lieu à Barcelone.

Les actions se multiplient

Les actions se poursuivent tout au long de l'été 1974. En juillet : attentats en Andorre contre les PTT espagnoles et contre la Viguerie épiscopale espagnole, explosion dans les toilettes du train Paris-

continuer par les conclusions provisoires du procureur chargé du dossier le mois suivant. Et la condamnation effective ne tarde pas à tomber: le 9 janvier 1974, le Conseil de guerre condamne Salvador Puig Antich à mort, José Luis Pons Llobet à trente ans de prison et María Mateos Fernández à cinq ans de réclusion.

La solidarité s'organise



La semaine suivante, quatre militants (dont un de l'ex-MIL) sont arrêtés dans la région parisienne alors qu'ils changent des plaques de voitures et sont en possession d'armes et de faux papiers. Ils prépareraient l'enlèvement d'une personnalité espagnole (le représentant de l'Espagne auprès de l'Unesco) qui aurait servi de monnaie d'échange pour négocier la libération des militants emprisonnés dans l'État espagnol et éviter l'exécution de Puig Antich. Visiblement, ils envisageaient également de s'en prendre à un avion de la compagnie Iberia dans un aéroport italien ou suisse.

Ces arrestations mettent à mal le projet d'enlèvement qui devait être mené par ce groupe, mais leurs camarades toujours en liberté vont se réorganiser et contacter d'autres groupes et connaissances afin qu'un autre enlèvement soit préparé et

Le 2 mars, la condamnation à mort de Salvador Puig Antich est exécutée : il est garrotté dans l'enceinte de la prison de la Modelo à Barcelone. (Au même moment, Heinz Chez est lui aussi garrotté à la prison de Tarragone pour avoir tué un garde civil et en avoir blessé un autre. Ce sont les deux dernières personnes dans l'État espagnol à subir ce supplice hérité de l'Antiquité.) Il est à noter que le pouvoir franquiste avait l'habitude de réserver cette méthode d'exécution aux condamnés de droit commun, les condamnés politiques étant, eux, fusillés. En garrottant Puig Antich, c'est ainsi toute la dimension politique de son engagement qui est niée.

Cette exécution a eu lieu cinq mois après l'arrestation de membres du MIL à Barcelone, laissant très peu de temps pour qu'une véritable riposte n'ait le temps de se mettre en place. D'autant que le projet d'enlèvement a été interrompu par les arrestations menées en région parisienne. Néanmoins, la coordination qui a vu le jour entend bien poursuivre son action : si un militant a été assassiné, d'autres sont toujours en prison et risquent de lourdes peines, dont certains à nouveau la peine de mort. Il faut donc redoubler d'efforts pour parvenir à mettre en place un rapport de forces assez conséquent pour faire reculer le pouvoir.

Des sabotages coordonnés

Ainsi, dans la nuit du 21 au 22 mars 1974, une série de sabotages à l'explosif se déroule tout le long des Pyrénées. En Catalogne Nord, à Villeneuve-de-la-Raho, une explosion éventre le tablier d'un pont qui enjambe la voie ferrée Perpignan-Barcelone et entraîne la torsion des rails. À Sallagouse, un pont est pris pour cible sur la route menant à la frontière. Plus à l'ouest, à Ax-les-Thermes, un pont sur la route d'Andorre et de l'État

de la Banque de Bilbao à Paris est enlevé. Le 6 mai, l'ambassade d'Espagne à Paris dit avoir reçu un communiqué des GARI (Groupes d'action révolutionnaire internationalistes) demandant une rançon de dix millions de francs et précisant que leur but est de « faire pression sur les autorités judiciaires espagnoles pour les forcer à adopter un certain nombre de mesures déterminées »⁶. Le 7 mai, l'action est revendiquée dans un communiqué reçu à la rédaction de l'Agence France-Presse (AFP) de Madrid. Les revendications sont les suivantes : publication dans la presse espagnole des communiqués du mouvement révolutionnaire ; mise en liberté de Santi Soler Amigo, militant du MIL gravement malade ; publication de l'acte d'accusation des militants du FRAP (Frente Revolucionario Antifascista y Patriot) arrêtés le 1er mai et encourant la peine de mort ; mise en liberté conditionnelle de tous les prisonniers pouvant en bénéficier légalement. Le lendemain, un autre communiqué parvient à l'AFP à Paris. Les revendications y sont plus précises et adressées directement au gouvernement espagnol : « Nous exigeons, à partir de la publication de ce communiqué : la libération des nos camarades Oriol Solé Sugranyes, José Luis Pont Llobet, Santiago Soler Amigo (gravement malade), Francisco Javier Garriga Paituwi, María Angustias Mateos Fernández ; et qu'ils soient conduits à une frontière de leur choix [...]. L'application de la liberté conditionnelle pour tous les prisonniers qui entrent dans la période de « réduction de peine ». Les appels larmoyants à la pitié et les pièges grossiers des polices française et espagnole sont inutiles. Nous rappelons que le gouvernement espagnol, insensible à tout appel, a assassiné notre camarade Puig Antich. »⁷. Le gouvernement espagnol fait savoir qu'il ne négociera rien avec les ravisseurs.

Le 20 mai, sans en référer ni à Paris ni



Madrid à Paris, sabotages de pylônes électriques des lignes à haute tension qui desservent l'État espagnol en Catalogne et à Biriadou, explosions détruisant les véhicules des trois équipes espagnoles sur le Tour de France ainsi qu'une fourgonnette de l'AFP, explosions à Lourdes détruisant des cars de touristes. Toutes ces actions sont revendiquées par les GARI.

Les 23 et 24 juillet, Oriol Solé est condamné à quarante-huit ans de prison et Pons Llobet à vingt et un. Les actions reprennent de plus belle. Le 25 juillet, la Banque populaire d'Espagne est visée par un attentat à Nîmes. Entre les 27 et 28 juillet, attentat contre le consulat d'Espagne à Toulouse et bombe placée dans la consigne de la gare d'Hendaye. Le lendemain, deux autocars assurant la liaison France-Espagne-Portugal sont endommagés. Des voitures piégées sont placées aux postes frontières du Perthus et de Bourg-Madame en Catalogne. Le 30, une fausse alerte à la bombe dans des trains partant d'Hendaye impose leur immobilisation à Bordeaux. Fausse alerte également dans le Madrid-Paris. Le trafic entre les deux États est des plus chaotique, alors que c'est la pleine saison touristique... Dans la nuit du 30 au 31 juillet, deux bateaux de plaisance sont

LÀ OÙ TU VIS LA CNT LUTTE

Bureau confédéral
6, rue d'Arnal, 30000 Nîmes
N°Azur 08 10 000 367
cnt@cnt-f.org

Vous trouverez sur le site Internet toutes les coordonnées pour contacter un syndicat par branche ou par section géographique. Voici les adresses par régions.



1 Alsace
Union régionale CNT
c/o Lucha y Fiesta - BP 30017
67027 STRASBOURG CEDEX 1
09 52 91 12 14 / alsace@cnt-f.org

2 Aquitaine
Syndicats Gironde
36, rue Sanche-de-Pomiers, 33000 Bordeaux
05 56 31 12 73 - ul33@cnt-f.org
Syndicats régionaux
PTT Aquitaine, BP 80099, 33704 Mérignac
Culture Aquitaine, 36, rue Sanche-de-pomiers,
33000 Bordeaux

3 Auvergne
Union locale CNT
Salle Poly, place Poly, 63100 Clermont-Ferrand

4 Bourgogne
Syndicat Intercorporatif CNT de Saône-et-Loire
BP 3, 71290 Cuisery
interco71@cnt-f.org / 06 01 22 17 94

Syndicats CNT Nièvre
BP 25, 58018 Nevers-Courlis
Syndicats CNT Dijon
BP 392, 21011 Dijon

5 Bretagne et Pays de la Loire
Union régionale CNT
BP 30423, 35004 Rennes CEDEX
06 34 98 30 72 - bretagne@cnt-f.org

6 Centre

plastiqués dans le port de La Grande-Motte.

Le 5 août à Bruxelles, des voitures piégées visent Iberia, la Banque Populaire d'Espagne et une agence de voyages spécialisée dans les séjours en Espagne. Le 14 août, une alerte à la bombe est lancée dans la grotte de Lourdes. Fausse alerte, mais qui sème le trouble jusqu'à la fin de la « saison des pèlerinages ».



Autodissolution et répression

Si la fin des GARI n'a pas été rendue officielle, elle s'est en fait produite courant août 1974, tous les groupes contactés ayant fait part de leur souhait de ne pas poursuivre sauf l'un d'entre eux. Les GARI ayant été créés en solidarité à des camarades incarcérés et leurs buts étant précis et ponctuels, la coordination n'avait plus de raison d'être en tant que telle. Comme l'explique un groupe membre de la coordination en 1975 : « Nous ne voulons pas ici perpétuer un sigle, un moment de lutte. Ce serait faire le contraire de ce que nous pensons. Parce qu'une lutte n'a ni début ni fin, parce qu'une révolution n'a ni début ni fin à perdre : un sigle, une représentation, pour être vraiment un moyen de lutte ; elle devient fin en soi, se veut un interlocuteur valable, et cela contre ceux qui refusent ses tactiques politiciennes, frontistes. »⁹

En septembre 1974, quatre nouvelles arrestations ont lieu : deux personnes sont

(Groupe autonome libertaire des usagers des tribunaux) ou encore GALOP (Groupe autonome libertaire occasionnellement parieur).

Ce n'est finalement qu'en 1981 que deux procès auront lieu dans le dossier des GARI : en janvier et en mars. La plupart des accusés seront acquittés. Personne ne sera condamné pour l'enlèvement du banquier car aucune preuve n'a convaincu le jury. Ceux qui ne s'étaient pas présentés au procès seront finalement amnistiés par Mitterrand qui arrive au pouvoir au mois de mai de cette année.

Les faits, le mouvement, le vécu

Toute cette histoire est retracée dans Les GARI - 1974, la solidarité en actes 2 avec nombre de documents à l'appui, publiés à l'époque ou plus tard, comme par exemple les témoignages de quelques participants recueillis dernièrement. Cette publication se base essentiellement sur les archives du CRAS (Centre de Recherches sur l'Alternative Sociale) et n'a pas la prétention de relater l'histoire des GARI car cela nécessiterait un travail d'une autre ampleur et le recueil des témoignages des acteurs directs, ce qui est loin d'être facile étant donné leur nombre et l'impossibilité de les identifier tous. Sans parler des dissensions qui réapparaîtraient nécessairement entre les militants de l'époque, cette page de l'histoire ayant été comme vite tournée pour mieux l'oublier, l'analyser, la triturer, la transformer... « Les faits sont les faits. Leur vérité n'est pas dans leur historique ni dans les justifications après coup, analyses et commentaires, pas davantage dans les éléments collés bout à bout. La vérité des faits est dans les faits eux-mêmes. L'Histoire s'invente après les faits », écrivait en août 2012 l'un des protagonistes 10. Il remarquait aussi que « l'amnésie curieusement épargne la mémoire sémantique (structures, mots, concepts, généralités), pas la mémoire épisodique (faits

tonomie Populaire »¹⁴ et établissant les caractéristiques essentielles de ce mouvement armé qui connut une dimension internationale indéniable.

Et restent enfin des vécus, individuels et collectifs, qui sont si peu sortis de l'ombre qu'ils sont comme entrés dans l'oubli à peine leur dernier souffle expiré. Des histoires qui ne peuvent se raconter vraiment, sinon partiellement et subjectivement. Ainsi, des personnes ayant participé à la même aventure en auront peut-être des souvenirs très distincts. Non pas que leur mémoire leur fasse défaut ou qu'ils ne soient pas sincères : le vécu est l'empreinte qui reste en nous et qui renvoie à ce que nous sommes en tant que personne, individu ayant son histoire et son parcours propres. Comment transposer un moment, une émotion, une intuition, par les mots ? Les faits, eux, sont implacables. Objectifs ? C'est encore à voir. Implacables et incapables de restituer les émotions qui pourtant elles font partie de l'histoire qu'ils tentent de nous raconter. Ils ne sont que les traductions glaciales d'un engagement humain. D'un engagement



qui fait le pari de la vie face à un système mortifère ; d'un engagement qui place l'humain au cœur du projet de société qu'il appelle de ses vœux.

Un ouvrage offre aux lecteurs une partie

259, rue de Bourgogne, 45000 Orléans
interco.45@cnt-f.org

7 Champagne-Ardennes
Syndicats CNT Marne
BP 90009, 51201 Epervain CEDEX

8 Franche-Comté
Syndicats CNT Doubs
c/o CESL, BP 121, 25014 Besançon CEDEX
cnt-doubs@cnt-f.org
Syndicat intercorporatif CNT Jura
BP 98, 39140 Bletterans CC

9 Ile-de-France
Union régionale CNT
33, rue des Vignoles, 75020 Paris
01 43 72 95 34 - br.rp@cnt-f.org

10 Languedoc-Roussillon
Union régionale CNT
BP 90256, 6 rue d'Arnal 30000 Nîmes
ur.lr@cnt-f.org

11 Limousin
Union locale Limousin
6, rue de Gorre, 87000 Limoges,
cnt87@cnt-f.org

12 Lorraine
Union régionale CNT
ur.lorraine@cnt-f.org
UD CNT Moselle
5, place des Charrons, 57000 Metz
ud57@cnt-f.org

13 Midi-Pyrénées
Union régionale CNT
18, av. de la Gloire, 31500 Toulouse
Tél.: 09 52 58 35 90

14 Nord-pas-de-Calais
Union régionale CNT
32, rue d'Arras, 59000 Lille
03 20 56 96 10 - ur59-62@cnt-f.org

15 Normandie
Syndicats CNT Calvados
BP 02, 14460 Colombelles
Syndicats CNT Seine-Maritime
BP 411, 76057 Le Havre CEDEX
Syndicat CNT Eure
interco27@cnt-f.org

16 PACA
Union régionale CNT-STICS 13
c/o 1000 bâbords
30, rue Consolat 13001 Marseille

17 Pays de la Loire voir Bretagne

18 Picardie
Voir avec le BC

19 Poitou-Charentes
Union régionale CNT
20, rue Blaise-Pascal, 86000 Poitiers
05 49 88 34 08

20 Rhône-Alpes
Union régionale CNT
Salle 15 bis, Bourse du travail,
42028 Saint-Etienne CEDEX 1
04 77 25 78 04

interpellées près de Toulouse. Dans les documents retrouvés chez l'un d'entre eux lors la perquisition, des indices conduisent à l'arrestation de deux autres personnes à Hendaye et Saint-Jean-de-Luz. Tous déferés devant la Cour de sûreté de l'État, juridiction spéciale dépendant directement du pouvoir, mais permettant de bénéficier du statut de prisonnier politique. Depuis le début de l'année 1974, de nombreuses personnes ont été arrêtées, certaines sont en prison dans l'attente de leur procès, d'autres ont été libérées, d'autres arrestations auront lieu plus tard... L'instruction est longue et les prisonniers mènent aussi des luttes en prison pour voir leurs droits reconnus.

Entre 1975 et 1977, de nombreuses actions de solidarité ont encore lieu pour soutenir les trois militants des GARI encore incarcérés : Mario Inés Torres, Michel Camilleri et Jean-Marc Rouillan. Ces actions seront revendiquées par des groupes éphémères aux noms envoyant des clins d'œil aux GARI : GAROT (Groupe d'action révolutionnaire occasionnellement terroriste), GALUT

Les Anarchistes

Dictionnaire biographique du mouvement libertaire francophone

Marianne ENCKELL, Guillaume DAVRANCHE, Rolf DUPUY, Hugues LENOIR, Anthony LORRY Claude PENNETIER Et Anne STEINER. avec une quarantaine de rédacteurs.
28 pages et de nombreuses illustrations.

La collection du Maitron, célèbre dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, bientôt quinquagénaire, propose un nouveau volume consacré aux anarchistes. Son fondateur, Jean Maitron fut le premier historien en France du mouvement libertaire, et il fit entrer l'histoire de l'anarchisme à l'Université.

personnellement vécus).¹¹ Restent donc des textes, des faits répertoriés, des affiches, des minutes de procès, des archives. Ici présents.

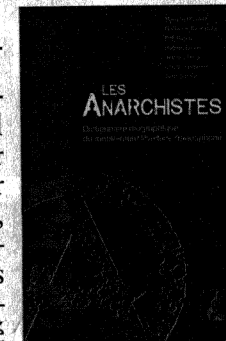
Reste aussi l'histoire d'un mouvement plus général qui a décidé de prendre les armes pour faire face au système et ne lui laisser aucun répit. Si l'on parle régulièrement des formes que ce mouvement a pu prendre en Italie ou en Allemagne, par exemple, le sujet reste tabou dans l'Hexagone alors que c'est là que l'« on constate en effet que, durant ces huit années [entre 1968 et 1976], trois fois plus d'actions politiques violentes sont commises sur ce territoire que dans les deux autres pays réunis ».¹² C'est sur l'histoire de ce mouvement constitué essentiellement de « structures éphémères »¹³ que se penche Hazem el-Moukaddem dans son ouvrage *Panorama des groupes révolutionnaires armés français, de 1968 à 2000*, mettant en lumière – malgré certaines erreurs relevées par certains – « la succession des organisations, de la Gauche prolétarienne à Action Directe, en passant par les Groupes d'Action Révolutionnaire Internationalistes, les Brigades Internationales et les Noyaux Armés Pour l'Au-

du vécu d'un acteur direct des GARI : *De mémoire* (3)¹⁵, de Jann-Marc Rouillan.

Mari Otxandi SIPM-CS

Notes

1. Voir Le MIL : une histoire politique (de Sergi Rosés Cordovilla, éd. Acratie, 2007) et Mouvement ibérique de libération, mémoires de rebelles (de Jean-Claude Duhourcq et Antoine Madrigal, éd. CRAS, 2007).
2. Les GARI - 1974, la solidarité en actes (éd. CRAS, 2013) et Panorama des groupes révolutionnaires armés français, de 1968 à 2000 (Hazem el Moukaddem, éd. Al Dante, 2013).
3. Panorama des groupes révolutionnaires armés français, p. 113.
4. Les GARI, p. 26.
5. Panorama des groupes révolutionnaires armés français, p. 109-110.
6. Les GARI, p. 31.
7. Les GARI, p. 33.
8. Les GARI, p. 37.
9. Les GARI, p. 55.
10. Les GARI, p. 264.
11. Les GARI, p. 266.
12. Panorama des groupes révolutionnaires armés français, p. 15.
13. Panorama des groupes révolutionnaires armés français, p. 16.
14. Panorama des groupes révolutionnaires armés français, p. 21.
15. De mémoire (3), la courte saison des GARI : Toulouse 1974 (Jann-Marc Rouillan, éd. Agone, 2011)



Bon de souscription valable jusqu'au 4 MARS 2014

TARIF PRÉFÉRENTIEL À 40 €
AU LIEU DE 50 € (Prix public du livre à partir du 1^{er} mai 2014)

LES ANARCHISTES - 528 p., comprenant de nombreuses photographies

NOM :

Prénom :

Organisme :

Adresse :

Mail : Tél. :

Je commande exemplaire(s) du dictionnaire :
LES ANARCHISTES au prix unitaire et préférentiel de 40 €.

Je désire recevoir mon (mes) exemplaire(s) directement par courrier postal (145 rue Amiel 75011 Paris) et le paie par carte bancaire.

Je souhaite recevoir mon (mes) exemplaire(s) à mon adresse personnelle et je paie 5 € de port par exemplaire (uniquement pour les commandes à l'étranger, nous consulter).

Je souhaite régler par chèque (à l'ordre des éditions de l'Atelier d'un montant de € x ex. de port) = €

Bon à conserver avec le règlement à l'adresse suivante :
LES ANARCHISTES - 145 rue Amiel - 75011 Paris - 94200 IVRY-SUR-SEINE
Tél. : 01 47 35 11 11 - Fax : 01 47 35 11 12 - Email : contact@lesanarchistes.com
01 47 35 11 11

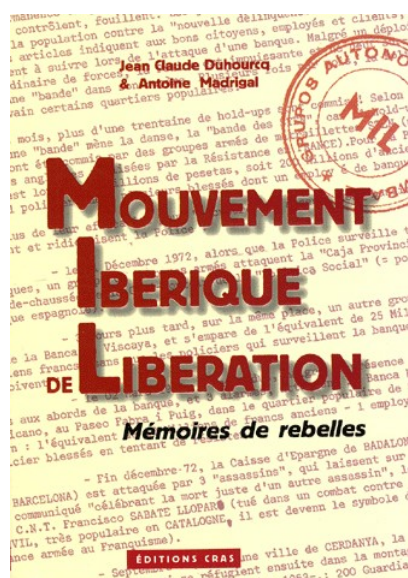
Dissidences : Le blog de Dissidences, émanation de la revue éponyme, se consacre à la publication de recensions et d'éclairages critiques sur les mouvements révolutionnaires, sur les gauches radicales et les dissidences artistiques e culturelles.

Jean-Claude Duhourcq, Antoine Madrigal, Mouvement ibérique de libération. Mémoires de rebelles, Toulouse, Éditions CRAS, 2007, 384 pages, 18 €, Tiburcio Ariza, François Coudray, Les GARI. Groupes d'action révolutionnaires internationalistes. 1974. La solidarité en actes-Enlèvement du banquier Suarez ..., Toulouse, Éditions CRAS, 2013, 296 pages, 18 €.

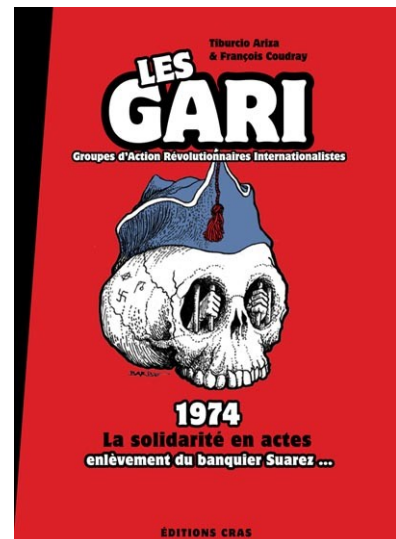
21 mai 2014

Par [dissidences](http://dissidences.hypotheses.org/4753) : <http://dissidences.hypotheses.org/4753>

Sur un moment particulier d'une histoire oubliée. Gauche communiste, conseillisme, autonomie libertaire, Espagne/France, Années 70'.



Le 2 mars 1974, Salvador Puig Antich, un membre de l'organisation révolutionnaire dite MIL [Movimiento Iberico de Liberacion] ou 1000, est exécuté par le pouvoir franquiste. Le 3 mai 1974, soit quasiment deux mois après, Angel Baltasar Suarez, directeur de la Banque de Bilbao à Paris, est enlevé à Neuilly-sur-Seine, action revendiquée par les GARI [Groupes d'action révolutionnaires internationalistes], un groupe qui exige la libération des prisonniers de l'ex-MIL. Ces deux événements, la mort d'un révolutionnaire et l'enlèvement



d'un banquier, sont très médiatisés, en eux-mêmes et par les répercussions (manifestations, campagnes de solidarités, création de comités, débats dans tout ce que l'extrême et l'ultra gauche comptent de groupes structurés ou informels, etc.) qu'ils entraînent en France et en Espagne. Mais cette exposition médiatique véhicule, comme l'on s'en doute, plus de fantasmes, de peurs savamment agitées, de contre-vérités, d'omissions préméditées que d'objectivité. Les représentations mentales des uns et des autres occultent non pas la vérité mais la stricte historicité de l'événement.

Ces deux ouvrages parus sous les auspices du CRAS et rédigés par des militants ont donc pour objectif, non pas de livrer une analyse historique distanciée et problématisée, mais bien de proposer, aussi bien en ce qui concerne le MIL que les GARI, une compilation de faits, à travers de nombreux entretiens et de témoignages d'acteurs de cette époque (pour le MIL) ainsi que de nombreux documents, avec une chronologie détaillée des événements (pour les GARI)¹. Cette franchise et cette modestie² sont à remarquer, d'autant plus que d'autres auteurs de livres récents sur l'extrême gauche en sont, hélas, dépourvus³.

Dans une Espagne corsetée par le régime franquiste, l'économie se modernise dans les années soixante grâce aux capitaux étrangers, le « boom » touristique étant une illustration et une vitrine de

ce phénomène. Aussi bien dans de petits milieux plus ou moins étudiants – où les groupes radicaux, tels les Acratas de Madrid⁴, se créent, se défont, scissionnent – que dans le monde ouvrier – où des courants hostiles au communisme orthodoxe tentent d'acquiescer une action autonome dans des usines –, l'effervescence révolutionnaire gagne du terrain en Espagne, et particulièrement à Barcelone et dans sa région. Elle est à l'unisson du formidable mouvement de contestation/rupture qui touche de larges secteurs des principales sociétés industrielles mondiales. Dans ce contexte, il est difficile de dater avec précision la fondation du MIL, organisation non structurée et plutôt inclassable. On peut néanmoins avancer qu'entre 1968 et 1970, insatisfaits des voies traditionnelles anarchistes ou communistes, qu'ils ont fréquenté, mais vite laissés de côté, dans leur prime jeunesse (dans ces années-là, la conscience politique radicale pouvait s'emparer d'adolescents dès leurs 15 ans), un certain nombre de militants (re)découvrent les textes de l'ultra gauche (Pannekoek, Gorter entre autres) anti-léniniste, ainsi que les analyses plus récentes, *actuelles*, de l'Internationale situationniste (IS). Des rencontres et des échanges de textes, à Paris, avec Raoul Vaneigem, pour l'IS, ou avec Jean Barrot [Gilles Dauvé] pour le pôle de regroupement de l'ultra gauche qu'était alors la librairie/collectif La Vieille taupe ancrent certains militants (Amigo Santi Soler « El Petit » ou Ignacio Solé Sugranyes « Montes ») dans un milieu qui produit peu après la coalescence d'un premier collectif, l'Equipe théorique (ET) (p. 17, 25, 31). C'est dans ce groupe que germe l'idée de fonder les Éditions Mayo 37, dont la référence [Mai 1937] « rappelle le dernier assaut du prolétariat espagnol et (...) la continuité avec la critique du stalinisme et de l'attitude des leaders anarchistes » (p. 59-60). Le second groupe, l'Equipe ouvrière (EO), est constitué de travailleurs révolutionnaires possédant des affinités avec ET, mais guère avec les expropriations armées (hold-up) qui ont lieu quelques années plus tard. Quand au dernier collectif, l'Equipe extérieure (EE), sa cheville ouvrière est Oriol Solé Sugranyes « Victor », qui après un passage par le Parti communiste espagnol (PCE), puis par une organisation issue de ce dernier, le PCE-(i)⁵ et une année de prison, se rapproche de syndicalistes révolutionnaires éditant la revue *Qué hacer ? (Que Faire ?)*. C'est donc « Victor » qui, en janvier 1971, à Toulouse, « préconise la nécessité de créer une structure de lutte armée. L'EE devient le 1 000 » (p. 38). Un certain « Sebas » y participe : il s'agit de Jean-Marc Rouillan⁶, un des futurs membres d'Action directe. Son témoignage semble corroborer les faits⁷. En effet, selon lui, le « vrai » MIL, qui signe ensuite MIL-GAC [pour Groupes autonomes de combat] naît bien en janvier 1971, par regroupement affinitaire de militants ayant appartenu à l'EE, et à deux groupes extérieurs, Notre classe et Vive la Commune. ET et EO ne sont pas concernés. Pourtant, les textes du MIL-GAC reconnaissent que les actions antérieures de ces deux équipes sont *aussi* le MIL ... (p. 111-116).

Le MIL est donc bien plus un sigle commodément appliqué à un ensemble de collectifs, qui parfois s'interpénètrent, mais qui à d'autres moments poursuivent leur chemin particulier, qu'une structure, même lâche. Diverses tendances (lutte armée, syndicalisme révolutionnaire, conseillisme), qu'on aurait tort de croire uniquement représentées dans une équipe particulière, s'expriment et parfois divergent ou s'affrontent dans un court laps de temps. Pourtant, une grève radicale, celle des usines Harry Walker (filiale de Solex) à Barcelone entre décembre 1970 et février 1971, où « les travailleurs démontrent leur capacité à agir et à s'auto-organiser » (p. 33) en dehors des syndicats et des groupes « gauchistes » est l'occasion de la « réunion des collectifs ouvriers, de l'infrastructure technique de l'EE (...) et des contacts internationaux de l'ET (Vieille Taupe, Lotta Continua⁸) qui [se retrouvent] efficacement dans une même tâche. » (témoignage de « El Petit », p. 37). Cette rencontre *réelle* entre une insubordination ouvrière et des militants révolutionnaires communistes⁹ peut sans doute être considérée comme une sorte de *fantôme d'Hamlet* qui d'une certaine façon hante la *praxis* des membres du MIL. « El Petit » ne reconnaît-il pas qu'il leur « importait de réussir à faire surgir de nouveaux Harry Walker (chose que nous n'avons pas réussie) » (p. 37) ? En août 1973, à Toulouse, une série de réunions, auxquelles sera plus tard accolé le nom inadéquat de « Congrès », aboutit à la dissolution du MIL, avec un texte qui officialise cette décision. La revendication récente et publique de hold-up (pour financer les publications et assurer la vie quotidienne des militants) a précipité les événements, et aggravé les divergences. On notera que toutes les équipes ne sont pas présentes (les ouvriers d'EO par exemple, d'ailleurs jamais au MIL), mais que Jean-Marc Rouillan y assiste. Un mois plus tard, en septembre 1973, des arrestations massives (Oriol Solé Sugranyes, José Luis Pons Llobet, Amigo Santi Soler, Salvador Puig Antich, etc.) décapitent l'ex-MIL. Le 9 janvier 1974, Puig Antich est condamné à mort (exécuté le 2 mars, malgré une campagne de protestation et des manifestations européennes, parfois très violentes) et Pons Llobet à 30 ans de prison. Les GARI naissent de la solidarité avec les prisonniers du MIL.

En publiant leur ouvrage très bien documenté, Tiburcio Ariza et François Coudray (pseudonymes) souhaitent transmettre une mémoire, celle de « quelques pages d'histoire du mouvement

révolutionnaire et des groupes autonomes » (p. 6). Les documents proposés, qui proviennent essentiellement du CRAS¹⁰ et des CIRA¹¹ de Marseille et Lausanne, indiquent que la coordination des groupes affinitaires, formée lors de multiples réunions, échanges, débats entre janvier et mai 1974, qui décide de se constituer en GARI pour tenter de faire libérer les prisonniers de l'ex-MIL, est le produit naturel d'une époque fiévreusement révolutionnaire. Ces archives indiquent également que loin d'être des libertaires classiques, les militants qui forment, à ce moment particulier de leur combat, les GARI, sont en contact étroit avec, par exemple le collectif de la revue *Mouvement communiste* (autour de Jean Barrot/Gilles Dauvé) ou l'ORA (Organisation révolutionnaire anarchiste), « travaillée » par des courants marxistes-léninistes ou ultra-gauche. Enfin, les GARI décident leur auto-dissolution très rapidement (août 1974), bien que les arrestations et les procès permettent la survie médiatique de cette signature.

Conclure

L'accent mis sur le côté « rage de vivre » de cette jeunesse radicale et sur leur vécu insufflé de l'humanité à une histoire qui n'est donc pas que politique, même si les années soixante-dix ont su revendiquer haut et fort l'appartenance de tous les actes sociaux à un « tout est politique ». Dans ces deux ouvrages, nul doute que des révoltés puissent trouver matière à réfléchir à des « formes d'organisation et aux luttes futures » (*Les GARI*, p. 271), en dehors de l'extrême gauche traditionnelle. Pour les historiens des mouvements révolutionnaires et des avant-gardes, dont l'objectif n'est pas de même nature, il est important que ces deux ouvrages – sur un moment particulier, dans un triangle Barcelone-Perpignan-Toulouse, de la remise en cause totale et violente des rapports sociaux capitalistes – existent. Comme premières pistes de travail, ils ouvrent effectivement, non pas seulement le « champ de l'investigation » (*Les GARI*, p. 271) mais aussi celui d'une étude poussée (souhaitée par ces auteurs) des différents courants extra-parlementaires, sensibles aux analyses issues de l'ultra gauche communiste non-léniniste des années vingt, mais aussi à celles des situationnistes, des partisans des Conseils ouvriers ou de l'anarchisme d'action directe, dans ces années soixante-dix.

¹Indiquons néanmoins un petit livre signé collectivement par des libertaires liés au MIL, sous le pseudonyme de André Cortade, *Histoire désordonnée du MIL*, (Éditions L'échappée, 2005), dont nous avons rendu compte sur notre ancien site (http://www.dissidences.net/terrorisme_lutte%20armee.htm#cortade), ainsi qu'un article de Sergi Rosés Cordovilla dans le premier volume de notre revue *Dissidences*, « Révolution, lutte armée et terrorisme », p. 85-97 (L'Harmattan, 2007). Étonnamment, cet article d'un auteur pourtant cité fréquemment dans l'ouvrage n'apparaît pas dans la bibliographie.

²En introduction, les auteurs du livre sur les GARI affirment d'emblée : « prétendre que dans ce document nous avons relaté l'histoire des GARI serait de notre part présomptueux (...) » (p. 5). Ceci nous semble valoir également pour l'ouvrage sur le MIL, quoique de manière moins appuyée. Néanmoins, l'option revendiquée de « faire un choix » (p. 8-9) parmi les trois « équipes » composant le MIL, privilégiant selon les moments et les protagonistes, l'une ou l'autre, interdit d'y lire une histoire globale.

³Il suffit de se reporter aux comptes rendus de ce blog ...

⁴Ce groupe, qui agit à Madrid entre octobre 1967 et juin 1968, se fait connaître en défenestrant un crucifix pour le lancer sur les policiers, lors de l'occupation de l'université en janvier 1968. Selon la revue *Internationale situationniste* (n° 12, septembre 1969, p. 86), ce groupe leur semble « aussi proche de Marx que de Durruti et aussi loin de Lénine que de Proudhon ». Cet exemple indique un certain *ton* d'une époque.

⁵Parti communiste d'Espagne-international, scission de 1967 du Parti communiste catalan (PSUC). Improprement étiqueté parfois comme « stalinien », ce petit groupe était en fait marxiste-léniniste et appelait à une insurrection armée. Il se transforme en Parti du travail d'Espagne en février 1975.

⁶Depuis 2002, Jann-Marc Rouillan.

⁷Lire les comptes rendus (par Jean-Guillaume Lanuque) des ouvrages sur la démarche mémorielle de ses années de militantisme, dans notre revue électronique : <http://revuesshs.u-bourgogne.fr/dissidences/personne.php?id=1531&type=auteur>

[8](#)Lotta Continua est un groupe important de l'extrême gauche italienne, fondé en 1969 et qui décide de s'auto-dissoudre en 1976 après de nombreuses scissions de militants qui fondent des groupes de lutte armée.

[9](#)Communistes au sens de l'ultra gauche : Lire par exemple Jean Barrot, *Communisme et question russe*, Paris, Éditions de la Tête de feuilles, collection « Futur antérieur », 1972.

[10](#)Centre de recherches sur l'alternative sociale. C'est un centre de documentation fondé en 1979, à Toulouse, affilié à la Fédération internationale des centres et de documentations libertaires (FICEDL). C'est aussi une maison d'édition. Je remercie les animateurs de ce centre de m'avoir signalé deux erreurs dans ce compte rendu (corrigées aussitôt).

[11](#)Centre international de recherches sur l'anarchie.

Gare aux GARI. Noël Godin

Après la saga des très craquants brigadistes de la colère british des seventies sortie il y a peu à l'Échappée (Angry Brigade de Servando Rocha), on peut se farcir grâce aux éditions Cras un ensemble tout à fait enflammant sur les tout aussi turbulents Gari. Signé – facétieusement – par deux squelettes, celui de Tiburcio Ariza, un des fers de lance de l'indisciplinable Colonne de Fer durant la guerre d'Espagne, et celui de François Coudray, un cambrioleur justicier à la Marius Jacob, l'ouvrage raconte pointilleusement le combat des Groupes d'action révolutionnaires internationalistes depuis leur naissance effective en janvier 1974 et l'apparition de leur sigle en mai de la même année sur la scène médiatique jusqu'à leur autodissolution trois mois plus tard (car les Gari, c'était un moment de lutte bien précis, pas du tout destiné à durer). Et puis jusqu'aux procès en 1981 de plusieurs de leurs membres accusés d'avoir exproprié des

banques, d'avoir réduit en cannelle des symboles franquistes et d'avoir enlevé un représentant castard du capitalisme mondial, A. B. Suarez, directeur de la Banque de Bilbao à Paris.

Pour rappel, les Gari proviennent à la fois de l'ex-Mil (Mouvement ibérique de libération), de groupes autonomes libertaires français et du réseau italien Primero de Mayo qui fut l'un des cauchemars de la compagnie aérienne Iberia. Ils se démarquent radicalement des activistes doctrinaires (nationalistes, léninistes, mystiques) en appelant bakouninesquement à « la libération de tous les exploités par eux-mêmes et pour eux-mêmes sans autorité, sans hiérarchie, sans ligne de conduite dictée par des responsables, sans référence à une idéologie ». Ils recourent à des actions pimentées parce qu'il saute aux yeux depuis l'exécution à Barcelone en mai 1974 de leur compagnon Salvador Puig Antich que les protestations orthodoxes ne ser-

vent plus à rien. Et leur objectif en séquestrant le gros squalo Suarez, c'était d'acculer le pouvoir franquiste à relâcher cinq de leurs camarades de l'ex-Mil, dont deux risquaient le garrot, et à libérer les autres prisonniers ayant accompli les trois-quarts de leur peine. On sait que la rançon versée aux guérilleros par la banque de Bilbao sera récupérée par les roussins à Avignon et qu'aucun détenu ne sortira en fin de compte du placard. Mais les coups de force du Gari sauveront la vie de leurs potes Solé et Pons et prouveront qu'il est toujours complètement corniaud de désespérer.

Le livre-somme collectif orchestré par le Cras sur les frasques des Gari et leurs répercussions fourmille de documents balèzes (précisions historiques, interviews abruptes, communiqués de revendication, bédés d'agit prop, lettres de détention, études acérées).



Dessin Serge Pollart

COURRIERS DES LECTEURS «Gare de Mons»

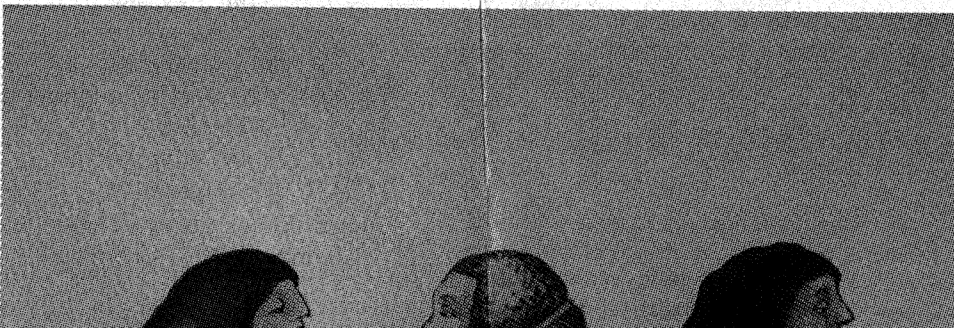
P.S.: As-tu remarqué que la gare-container actuelle, qui est toute petite avec une salle d'attente pas plus grande qu'un bistrot et avec seulement 2 quais, marche parfaitement bien alors que l'on nous promet une "garatrava" cent fois plus spacieuse...

Maryla

Ernest Cœurderoy

Né le 22 janvier 1825 à Avallon (Yonne) et mort le 21 octobre 1862 à Genève¹, était le fils du docteur Charles Cœurderoy. Lui-même docteur en médecine, il fut aussi un homme politique, un républicain avancé, un journaliste révolutionnaire et un écrivain libertaire français².

"Sépare-toi des partis ! Romps avec la tradition et le nationalisme ! Marche ton che-



Ton côté P o n k

La rubrique des crêtés mentaux

Pas de chronique de concerts cette fois-ci, mais bien celle d'un livre indis-